

Enhancing geospatial information management to advance national priorities and global agendas

Successes and challenges in the implementation of the United Nations Integrated Geospatial Information Framework



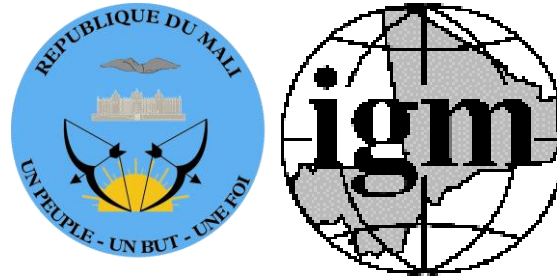
UN-GGIM Africa

UNITED NATIONS COMMITTEE OF EXPERTS ON
GLOBAL GEOSPATIAL INFORMATION MANAGEMENT



Workshop on United Nations Integrated Geospatial Information Framework (UN-IGIF) ahead of the Eleventh Session of the United Nations Regional Committee on Global Geospatial Information Management for the Africa (UN-GGIM Africa)

MALI



INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI

21 novembre 2025

Mahamadi S. TOURE

Contact IGM:

Tel: +223 20 20 28 40 / +223 20 20 33 14

Site Web: www.igm-mali.ml / Email: igmorangemali.net



Workshop on United Nations Integrated Geospatial Information Framework (UN-IGIF) ahead of the Eleventh Session of the United Nations Regional Committee on Global Geospatial Information Management for the Africa (UN-GGIM Africa)

SOMMAIRE

- ▶ INTRODUCTION
- ▶ LES ACQUIS
- ▶ COMPOSANTES OPERATIONNELLES (PILIERES)
- ▶ ACTIVITES, PLANIFICATION ET BUDGETISATION
- ▶ ANALYSE DES RISQUES
- ▶ CONCLUSION
- ▶ RECOMMANDATIONS



INTRODUCTION



Workshop on United Nations Integrated Geospatial Information Framework (UN-IGIF) ahead of the Eleventh Session of the United Nations Regional Committee on Global Geospatial Information Management for the Africa (UN-GGIM Africa)

Le plan d'action national pour la gestion intégrée de l'information géospatiale (PAN-GIIG) au Mali a pour vision de servir de levier de développement durable et inclusif pour le Mali Kura que propose la Vision Mali 2063.

Il a pour mission d'impulser une gouvernance optimisée de l'information géospatiale basée sur le cadre UN-IGIF mais en rapport avec les réalités nationales pour offrir à tous les acteurs du développement durable au Mali émergent et unifié un accès facile et étendu aux produits et services innovant tirés de l'information géospatiale.

Son but est de contribuer efficacement sur la période 2026-2030 et à l'horizon 2063 au développement durable du Mali, à travers la mise en place et l'opérationnalisation d'une infrastructure nationale de données spatiales (INDS) bâtie sur le cadre de gestion intégrée de l'information géospatiale des nations unies (UN-IGIF).



LES ACQUIS



LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

Elle regroupe l'ensemble des producteurs et utilisateurs de l'information géographique à l'intérieur du Mali, à fin de pouvoir organiser, contrôler, normaliser, gérer et centraliser toute la production nationale de l'information géographique sur une plate forme nationale à la disposition des décideurs pour les éclairer, faire une planification durable et faciliter les interventions rapides à tous les niveaux.

- Pour rappel, le Gouvernement du Mali a adopté la Politique Nationale de la Cartographie et de la Topographie en 1998 pour améliorer les conditions de réalisation des activités en relation avec la cartographie et la topographie. Cette politique a fait un certain nombre de recommandations parmi lesquelles: la création d'un Comité National de l'Information Géographique (CNIG), Un Conseil Interministériel d'Information Géographique (CIIG), l'organisation du secteur privé de la Cartographie et de la Topographie et l'élaboration d'un document de Politique Nationale de l'Information Géographique qui a été adopté en conseil de ministres en janvier 2012.



LA VISION MALI 2063

La vision Mali 2063 ou « Mali Kura gnéta sira ka ben san 2063 ma » est une initiative stratégique lancée par nos autorités nationales pour définir une trajectoire claire du développement durable du Mali sur quarante (40) ans. Elle répond à la nécessité de refonder l'Etat, de renforcer la souveraineté nationale, et de poser les bases d'un développement durable et inclusif à l'horizon 2063.

Cette vision a fait de la cartographie son outils principal pour poser un diagnostic et une prospective clairs et précis de la situation au niveau de tous les sectoriels en demandant à l'institut géographique du Mali d'élaborer ses cartes et un atlas économique de toutes les régions et le district de Bamako en collaboration avec tous les sectoriels sur la bases des données et informations nationales.

Elle est née du besoin de sortir des crises multidimensionnelles (insécurité, dépendance économique, pauvreté, chômage, etc.), des défis structurels (faible industrialisation, dégrafions environnemental, faible accès aux services de base, etc.) et d'orienter le développement du Mali vers la refondation de l'Etat et la transformation économique durable en misant sur sa jeunesse, ses ressources naturelles et sa culture, mais aussi les potentialités (la jeunesse de la population, les ressources naturelles, le potentiel agricole et énergétique, etc.),

A l'échelle internationale, le mali fait face à un environnement en pleine mutation (changement climatique, transition énergétique, nouveau modelé économique, révolution numérique, recompositions géopolitiques, etc.).

La vision Mali 2063 entend donc anticiper ces transformation et repositionner le Mali comme une puissance africaine résiliente, souveraine et prospère.

La vision repose sur onze (11) projets structurants intégrateurs couvrant tous les secteurs de développement national parmi lesquels: le développement rural, l'énergie, les mines, les infrastructures, l'éducation, l'information géospatiale, etc.



LES ATELIERS NATIONAUX

**NOVEMBRE
2022**

Atelier National de Renforcement
des Capacités des acteurs de
l'Information Géographique au
Mali

Du 12 au 16 novembre 2022
Hôtel Radisson collection Bamako

**MARS
2024**

Atelier National de Concertation
des des acteurs sur le Cadre
Intégré de la Gestion de
l'Information Géospatiale au Mali

Du 04 au 08 mars 2024
Azalai Hôtel Salam Bamako

**FEVRIER
2025**

Atelier National d'Examen et de
Validation du Plan d'Action
National sur la Gestion Intégrée de
l'Information Géospatiale au Mali

Du 17 au 21 février 2025
Onomo Hôtel Bamako

ORGANISATION ET PARTICIPATION

Nations Unies, Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, Institut Géographique du Mali, les structures techniques de l'Etat, les universités, les instituts de recherches, les grandes écoles, les structures techniques privées, la société civile, les organisation fait-tiers



Workshop on United Nations Integrated Geospatial Information Framework (UN-IGIF) ahead of the Eleventh Session of the United Nations Regional Committee on Global Geospatial Information Management for the Africa (UN-GGIM Africa)

• QUELQUES PHOTOS DE SOUVENIRS DES ATELIERS DE BAMAKO





• PARTICIPATION AUX ATELIERS CEA-IGM BAMAKO



STRUCTURES TECHNIQUES

- Les Statistiques (INSTAT)
- La Planification (DNPDP)
- Les Transports (DGR)
- L'Environnement (AEDD)
- * Les Eaux et Forêts (DNEF /SIFOR)
- La Protection Civile (DGPC)
- Les Domaines et le cadastre (DGDC)
- Le Cadastre (MALI Météo)
- Les Ecoles de guerre
- La Défense (AT)
- L'Hydraulique (DNH)
- Les Instituts de Recherche (IER)
- Les Universités (USSB - FHG)
- Les grandes Ecoles (ENI-ABAT)
- L'Urbanisme (DNUH)
- L'Administration Territoriale (DGAT)
- L'Aviation Civile (ANAC)
- Les Collectivités Territoriales (DGCT)
- Les Géomètres experts (OGE / MALI)
- Les entrepreneurs des travaux carto et topo
- La Reforme Domaniale et Foncière(SP-RDF)
- La Géologie et les Mines (DNGM)
- L'Aménagement du Territoire (DNAT)
- Institut national de santé publique
- Le Centre de Gestion des Crises et Cat (CCOGEC)
- Youth Mapper
- Exo Data
- Les conseillers techniques du Ministère du tutelle et d'autres Ministères
- Les Représentants des régions de: Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou
- L'Institut Géographique du Mali (IGM)



ORGANISATION



**Commission Economique
des Nations Unies
pour l'Afrique (CEA); UN-SALB;
GRID3
et
Institut Géographique
du Mali (IGM)**

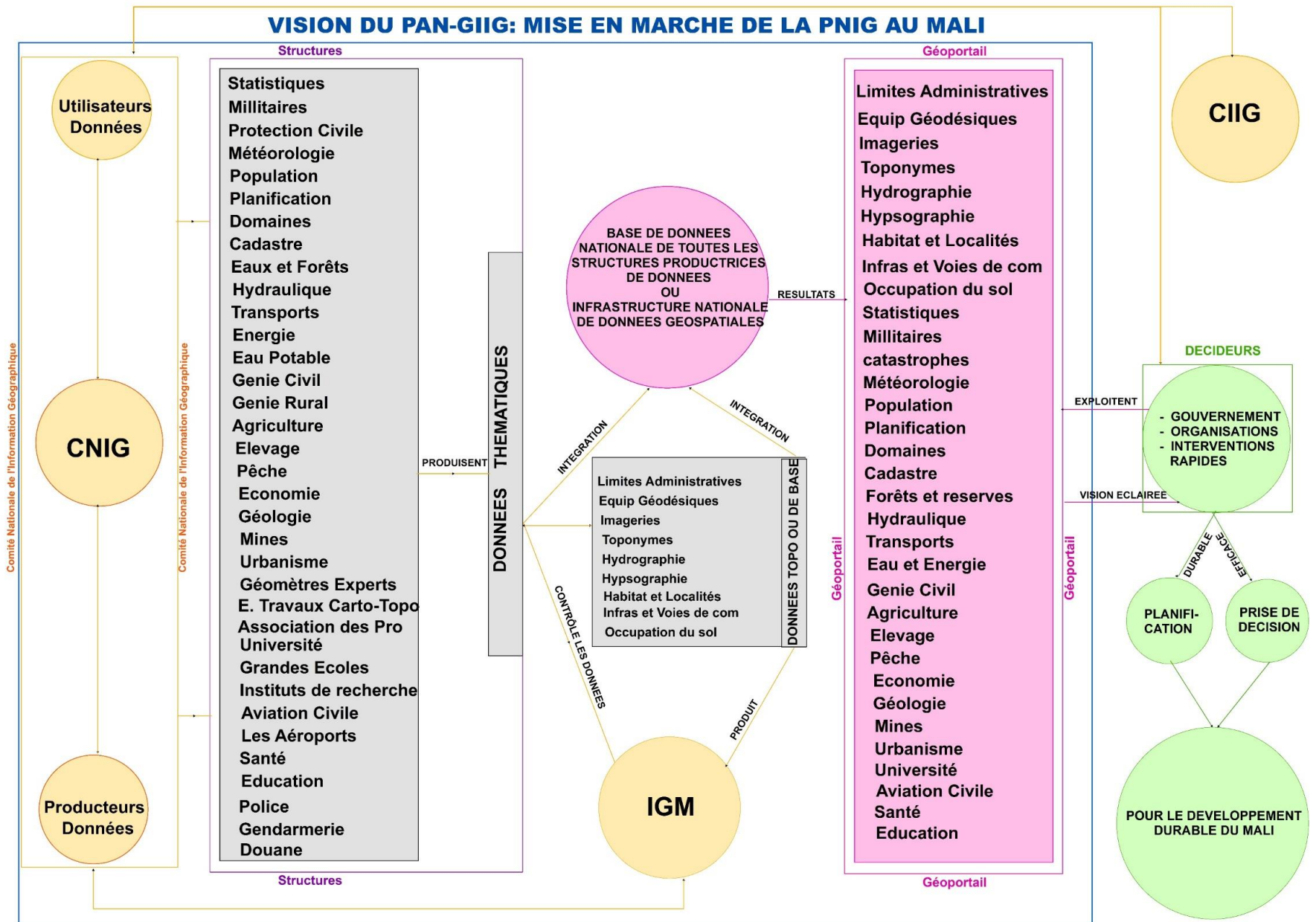


AUTRES

- Les personnes ressources
- La société civile
- Les associations professionnelles de l'information géographique
- La presse (publique et privée)



VISION DU PAN-GIIG: MISE EN MARCHÉ DE LA PNIG AU MALI



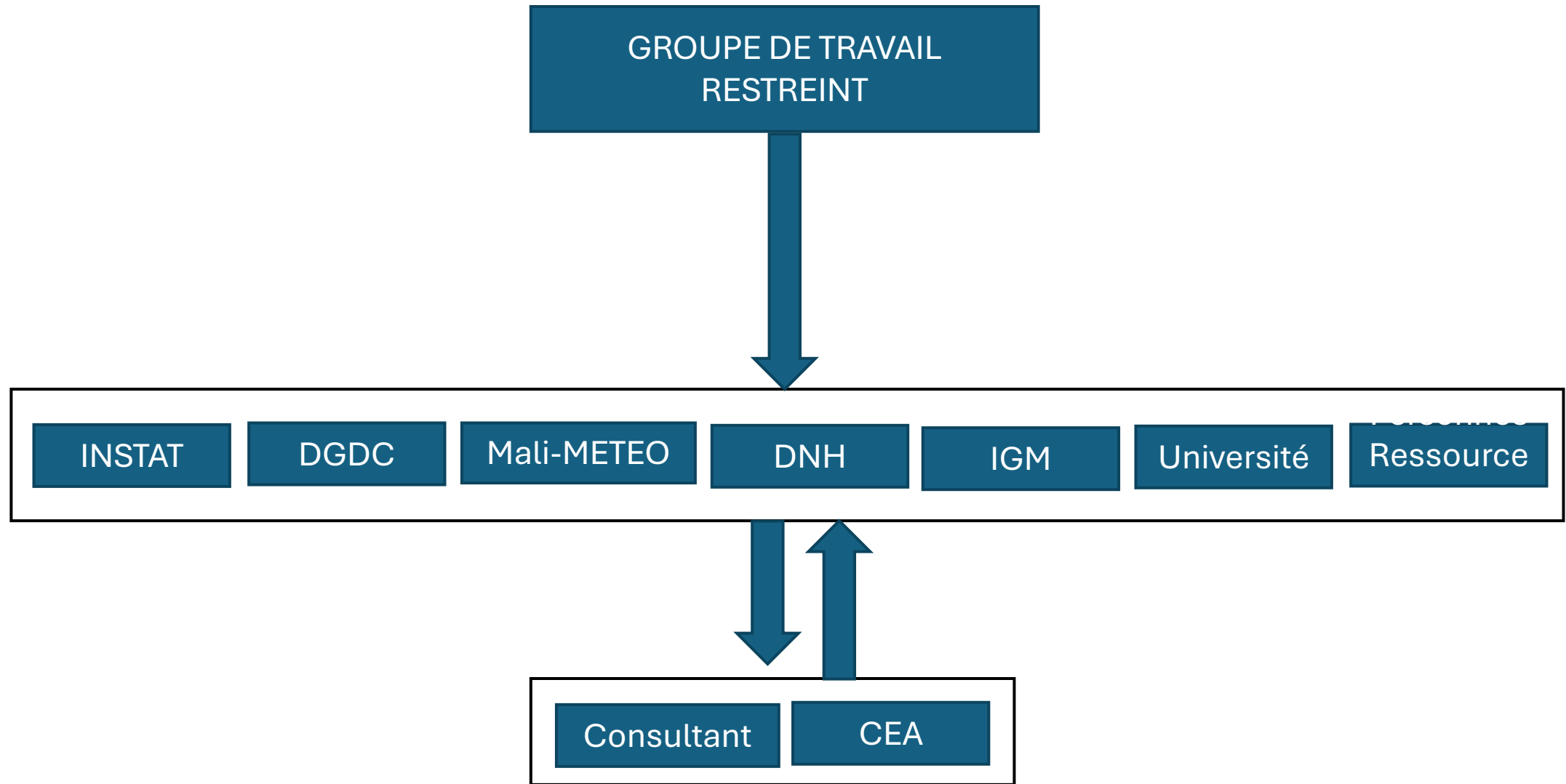
- Regrouper l'ensemble des données géospaciales nationales dans une seule base de données nationale à travers Les structures qui composent le CNIG
- Héberger l'ensemble de la base de données nationale sur un géoportail national
- Veiller à la mise à jour des données par structure sur la plateforme à travers l'organe de gestion
- Faire des planifications fiables et éclairer le gouvernement dans les prises de décision
- Développement national durable et inclusif



PILIERS OU COMPOSANTES OPERATIONNELLES



MISE EN PLACE D'UN Comité restreint



Ses piliers au nombre de trois (3) appelés **composantes opérationnelles** sont les suivantes :

- **CO₁** : Une **Gouvernance** de l'information géospatiale propice à la plénitude de son rôle de levier du développement durable du Mali émergent et uni. Elle comporte les pistes stratégiques relatives à la gouvernance et aux institutions, aux politiques et à la législation, et aux finances.
- **CO₂** : Une **Technologie** de pointe et une innovation en matière d'Information Géospatiale adoptées et adaptées au contexte et aux priorités du Mali émergent et uni. Elle couvre les pistes stratégiques Données, Infrastructure de base, Innovation et Normes
- **CO₃** : Un **Capital Humain** du domaine de l'Information Géospatiale aux capacités renforcées pour rentabiliser l'usage étendu de l'Information géospatiale dans tous les secteurs de développement du Mali émergent et uni. Cette composante opérationnelle a pour pistes stratégiques le partenariat - la capacité et l'éducation – la créativité - la communication et l'engagement.

En tant qu'outil d'opérationnalisation de la SNEDD vers la Vision Mali 2063, le Plan d'Action National pour une Gestion Intégrée de l'Information Géospatiale se veut un document de référence qui serve de guide pratique à tous les acteurs. Il comporte une partie introductive suivie de trois parties correspondant aux trois piliers de renforcement de la Gestion de l'Information Géospatiale inspirés du cadre UN-IGIF des Nations Unies, à savoir la Gouvernance, la Technologie et le Capital Humain.



PILERS OU COMPOSANTES OPERATIONNELLES

Chaque pilier est composé de pistes et d'objectifs stratégiques

Chaque piste stratégique est composée d'actions

Chaque action est composée d'activités

Et chaque activité a été planifiée et budgétisée

Le financement du budget est reparti entre l'état et les partenaires techniques et financiers

Chaque objectif stratégique est sanctionné par un ou des résultats attendus

Au total:

Onze (11) pistes stratégiques

Vingt Huit (28) objectifs stratégiques

Trente Cinq (35) Résultats attendus

Soixante quatorze (74) Actions

Trois cent trente (330) Activités



ACTIVITES, PLANIFICATION ET BUDGETISATION



Workshop on United Nations Integrated Geospatial Information Framework (UN-IGIF) ahead of the Eleventh Session of the United Nations Regional Committee on Global Geospatial Information Management for the Africa (UN-GGIM Africa)

COMPOSITION DES PILIERS OU COMPOSANTES OPERATIONNELLES

Pilier	Piste stratégique	Nbre Objectif stratégique	Nbre Résultats attendus	Nbre Action	Nbre Activité
Gouvernance	Gouvernance et Institutions	2	3	7	22
	Politique et Législation	2	2	4	13
	Finances	3	3	17	49
Technologie	Données	2	2	11	50
	Infrastructure de Base	3	3	12	68
	Innovation	3	3	5	22
	Normes	2	3	4	29



COMPOSITION DES PILIERS OU COMPOSANTES OPERATIONNELLES

Pilier	Piste stratégique	Objectif stratégique	Résultats attendus	Action	Activité
Capital Humain	Partenariat	2	4	5	31
	Capacité et Education	4	5	7	27
	Créativité	2	4	8	31
	Communication et Engagement	2	3	5	23

P1 GOUVERNANCE: 3PS – 7OS – 8RA – 17A - 49ACT

P2 TECHNOLOGIE: 4PS – 11OS – 11RA – 32A - 169ACT

P3 CAPITL HUMAIN: 4PS – 10OS – 16RA – 25A - 112ACT



ANALYSE DES RISQUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PAN-GIIG



Pilier	Nature du risque	Probabilité 1 = plancher 5 = plafond	Impact 1 = plancher 5 = plafond	Mesures d'atténuation prévues
Gouvernance	Manque de cohésion au sein de l'Équipe nationale sur certains aspects du PAN-GIIG	3	3	<ul style="list-style-type: none"> Recourir aux services d'un modérateur lors des séances de travail Cultiver la disponibilité à bâtir ensemble au sein des acteurs de mise en œuvre du PAN-GIIG
	Insuffisance de coordination entre les institutions dans l'exécution des différents travaux	3	5	<ul style="list-style-type: none"> Respecter les dispositions réglementaires de la PNIG et son plan d'action Redynamiser les cadres de concertation du CNIG et du CIIG Utiliser les sessions du CNIG pour recadrer les attitudes le cas échéant
	Engagement insuffisant de la part de certains acteurs institutionnels étatiques	4	5	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le plan de communication issu de l'analyse des parties prenantes Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs
	Faible mobilisation des ressources financières	3	4	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le cadre de collaboration entre les institutions étatiques et les partenaires techniques et financiers Inciter le gouvernement à prévoir une ligne budgétaire pour le développement du domaine de l'information géospatiale Poursuivre le plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources requises
	Faible appui pour la mise en œuvre du PAN-GIIG	2	5	<ul style="list-style-type: none"> Optimiser la stratégie de communication sur la base des opinions émises par les acteurs Réaliser des produits et services captivants et innovants



	Instabilité institutionnelle	4	5	<ul style="list-style-type: none"> • S'appuyer sur le rôle de coordination du CNIG pour assurer la continuité des actions de mise en œuvre du PAN-GIIG
	Confidentialité de certaines données	4	5	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter les dispositions réglementaires en la matière • Améliorer le cadre juridique sur la gestion, la confidentialité et la protection des données sensibles
Technologie	Obsolescence des infrastructures pour la production et le partage des données	3	5	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la maintenance des infrastructures
	Faible mobilisation des ressources financières	3	4	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le cadre de collaboration entre les institutions étatiques et les partenaires techniques et financiers • Inciter le gouvernement à prévoir une ligne budgétaire pour le développement du domaine de l'information géospatiale • Poursuivre le plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources requises
	Insécurité des infrastructures	2	5	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la sécurité autour des infrastructures de l'information géospatiale
Capital Humain	Faible mobilisation des ressources financières	3	4	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le cadre de collaboration entre les institutions étatiques et les partenaires techniques et financiers • Inciter le gouvernement à prévoir une ligne budgétaire pour le développement du domaine de l'information géospatiale • Poursuivre le plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources requises
	Déficiance dans la mise en œuvre de la stratégie de communication	4	5	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer et mettre en œuvre la stratégie de communication existante • Exploiter à fond les produits et services innovants captivants dans les plans de communication



◀ DEFIS :

- Quelques défis:

1. Insuffisance des capacités techniques et humaines pour la production et la gestion des données géospatiales;
2. Manque d'infrastructures technologiques et de mécanisme durable de financement;
3. Une faible culture de partage et de la gouvernance des données entre les acteurs.



◀ PERSPECTIVES :

- L'Institut Géographique du Mali (IGM) envisage de :
 1. Sensibiliser d'avantage les acteurs du Comité National d'Information Géographique à adhérer pleinement aux objectifs et aux orientations de la Politique Nationale de l'Information Géographique, à savoir l'élaboration d'une Infrastructure Nationale des Données Géospatiales et la gestion concertée harmonisée et normalisée de l'information géospatiale;
 2. Dynamiser les activités du Conseil Interministériel d'Information Géographique en vue de favoriser une plus grande intégration des données géospatiales et statistiques ;
 3. Faire une relecture des textes de création du Conseil Interministériel d'Information Géographique et du Comité National d'Information Géographique pour permettre une sincère collaboration et une synergie d'actions des parties prenantes ;
 4. Chercher des financements pour la réalisation des activités programmées dans le Plan d'Action de mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Information Géographique.



CONCLUSIONS



Le plan d'action national pour la gestion intégrée de l'information géospatiale (PAN-GIIG) au Mali représente une étape stratégique vers la modernisation de la gouvernance et de la planification du développement en s'appuyant sur la dynamique internationale UN-IGIF.

Il vise à harmoniser, valoriser et centraliser les données géospatiales nationales venant de l'ensemble des structures publiques et privées.

Sa mise en œuvre permettra alors de:

Renforcer l'harmonisation et l'interopérabilité des différentes données

Eclairer les décideurs en s'appuyant sur des données nationales fiables

Stimuler la collaboration institutionnelle

Eviter les redondances et économiser les ressources

Il constitue une base essentielle pour la transformation numérique et la planification durable du pays.

Pour sa réussite, il est crucial de renforcer la coordination institutionnelle, assurer une formation continue des acteurs et de promouvoir une politique nationale ouverte et inclusive des données géospatiales.



◀ RECOMMANDATIONS :

1. Un engagement des autorités et une reconnaissance de l'importance de l'information géographique dans le développement socio-économique, sécuritaire et environnemental du pays ;
2. La mise à disposition de fonds nécessaires pour la réalisation de cartes de base à jour et à des échelles appropriées pour la mise en œuvre des projets de développement;
3. Le renforcement des capacités du personnel de l'IGM et des acteurs de l'Information géographique;
4. Une plus étroite collaboration entre les structures chargées de la cartographie du territoire, de la statistique nationale et des cellules de planification et de statistique des départements ministériels ;
5. Un renforcement de la coopération multilatérale en matière de production et de gestion des données et informations géospatiales et statistiques.



Je vous remercie

